

DÉVELOPPEMENT ET DÉVELOPEMENT INTERNATIONAL EN QUESTION (S)



Par Kadey Maitourama PhD.; MSc.

Le développement n'est pas quelque chose dont l'importance est à démontrer de nos jours. François de Ravignan faisait remarquer que : « *n'en déplaie à Descartes, la raison n'est plus "la chose du monde la mieux partagée" ; c'est aujourd'hui le développement.* » Ou encore que : « *Le développement, une des idéologies les plus fortes de celles qui ont soulevé l'humanité, et qui parvenait même à réconcilier sur leurs objectifs finaux communisme et capitalisme.* » (2006). De leur côté, Cerezuelle, Charbonneau et Siméon découvrent que : « *les sociétés modernes estiment, semble-t-il, ne vivre aujourd'hui que du développement et ne pouvoir vivre demain que de la poursuite de ce développement : si par malheur il s'arrêtait, elles ne pourraient plus fonctionner, la "machine économique" se gripperait (...)* C'est pourquoi dès que les sociétés modernes rencontrent un problème, elles en recherchent la solution dans la relance ou, à tout le moins, la poursuite du développement » (Cerezuelle et al.; 2006). Bref le « développement » serait devenu de nos jours rien de moins

qu'« *une nouvelle religion universelle* » (Rist; 2003); et Éric de la Maisonneuve d'ajouter que la problématique générale qui y est reliée pourrait en dernière instance être « *la question centrale d'où découle le futur de nos sociétés et l'avenir du monde* » (2005, p82). Ce qui n'est pas peu dire !

Cependant, malgré cette importance et cette prépondérance prises dans l'univers politique et intellectuel contemporain, pour peu que l'on s'y penche de près, le sujet se révèle comme quelque chose de moins « évident », de moins « allant de soi » que sa trop grande généralisation et sa vulgarisation ne veulent suggérer ou laisser à penser. Derrière en effet cette notion galvaudée et centrale de l'Économie politique internationale et qui réfère en même temps à une pratique des plus importantes des relations économiques internationales d'aujourd'hui, l'on découvre un concept équivoque dont les axes de sens comme les bienfondés théoriques demeurent très questionnables.

Ce texte a un double objectif : d'une part situer la notion de développement et la pratique du développement à l'international dans la littérature savante contemporaine, à travers notamment les principaux courants de pensée qui l'ont mis au cœur de leurs démarches; et d'autre part, examiner et interroger les bases et les fondements théoriques sur lesquels l'on fait se reposer ces notions.

I - Sous-développement Et Développement International

La littérature spécialisée s'entend pour dire que le « développement » tel que nous l'entendons et le concevons aujourd'hui; celui par exemple promu de nos jours par les institutions bilatérales et multilatérales de développement dans les PED; ce développement-là, aurait son lieu de naissance dans un discours tenu devant le Congrès américain en 1949 par le Président des États-Unis, Harry S. Truman et dans lequel celui-ci « *qualifia la majeure partie du monde de régions sous-développées* ». (Sachs, 2006). Et ce jour-là, enchaîne Sachs, « *naquit brusquement ce concept charnière depuis lors jamais remis en question qui englutit l'infinie diversité des modes de vie de l'hémisphère Sud dans une seule et unique catégorie : sous-développée. Du même coup et pour la première fois, sur les scènes politiques importantes surgissait une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement.* » Le Discours du président Truman s'inscrivait dans le cadre du Plan Marshall, et un volet spécial de cette allocution portait sur un programme inédit d'aide dont l'objectif était de faire « *partager les acquis scientifiques et industriels de l'Amérique avec les régions sous-développées du monde* ». L'expression « sous-développées » venait ainsi de voir le jour, mais également le « développement » sous son entendement actuel, c'est-à-dire comme ce contre quoi ou par rapport auquel le « sous-développement » se définit et prend sens. En effet dès le départ, ce développement hérité de l'administration américaine de l'immédiate après-guerre, objet et projet de l'aide internationale, avait été conçu et posé négativement, c'est-à-dire par rapport à ce qui n'est

pas lui et également comme l'antithèse ou la négation de cette face négative qui reste en même l'invention nouvelle du Président Truman : *le sous-développement*.

Considéré comme « *l'acte inaugural* » ou « *la Charte fondatrice* » du développement, le discours du président américain sera également la rampe de lancement pour des missions d'un genre nouveau en rapport à celui-ci : le développement international et l'aide au développement. Ces démarches étaient évidemment jusqu'alors inédites, n'ayant jamais existé sous ces formes et formulations au paravent. Inédites comme le sont également la détermination et la formalisation de l'espace humain auquel celles-ci s'adressent, à savoir ces « *régions sous-développées du monde* ». Car en effet, le Discours du président Truman ne se contente pas de seulement inventer une expression nouvelle à laquelle est reliée une pratique de relation internationale d'un genre nouveau; mais aussi, il en fournit les caractéristiques et spécifie l'espace humain auquel celle-ci se rapporte et se réfère. Ainsi, par et à partir de ce discours, au début des années 50 une partie du monde sera t-elle isolée et définie, conceptualisée et formalisée par ce que nous connaissons aujourd'hui sous le vocable de *pays sous-développés ou en développement*. Ainsi comme l'écrit Sachs, « *à partir de 1949, plus de deux milliards d'habitants de la terre ne seront plus Africains, Latino-Américains ou Asiatiques (pour ne pas dire Bambaras, Shona, Berbères, Quechuas, Aymaras, Balinais ou Mongols) mais simplement "sous-développés" » (2006).*

Et en cette même année 1949 de son historique Discours-programme, le Président Harry S. Truman décide de joindre l'acte à la parole; il fait alors adopter par le Congrès de son pays une loi importante: l'*Act for International Development*. Cette loi qui détermine encore aujourd'hui ce que le développement signifie dans le contexte occidental et tel en œuvre dans le développement international et l'aide au développement, organise alors et met sur pied le programme général d'assistance américain ou l'*U.S Foreign Assistance Programs*. Ce programme concerne le partenariat militaire américain au reste du monde; pour l'aide exclusivement économique et technique étasunienne au monde sous-développé, le Congrès des États-Unis vote en 1961 une nouvelle loi, le *Foreign Assistance Act*, qui va créer et mandater une agence spéciale, l'*U.S Agency for international development* ou l'*USAID*.

Avec la création de l'*USAID*, le développement international prenait racine car cela va servir comme de précurseur et de détonateur et donner au reste du monde pour ainsi dire le « *la* » pour cet engagement dans l'aide aux « *régions sous-développées* » du globe. La décision du président américain faisait en effet des émules partout et lui faisant écho dans tous les pays industrialisés mais également dans le sein des institutions onusiennes qui venaient de voir le jour quatre ans plus tôt, se mettaient en place des institutions spécialisées qui vont elles aussi à l'image de l'*USAID* se dédier désormais à cette philanthropique tâche nouvelle de développement de ces « *régions sous-développées du monde* ». Fait très important à noter : le monde occidental ne

sera pas le seul à embarquer dans cette entreprise : les États-Unis et leurs satellites européens-pour la plupart hier seulement eux-mêmes sollicités d'aide étasunienne à leur reconstruction d'après-guerre, mais également les pays du bloc soviétique, c'est l'ensemble du monde industrialisé qui répond présent pour l'entreprise de l'aide à développer les sous-développés. Les deux camps idéologiques – marxisme et libéralisme, s'entendant sur le principe du développement, il était normal qu'ils s'accordassent également sur la mise en pratique de celui-ci à l'échelon international; de sorte qu'en cette immédiate après deuxième Guerre mondiale et qui marque également le début de la Guerre froide, le développement international et l'aide au Tiers-monde vont apparaître comme les rares chapitres sur le principe à susciter une vision commune entre l'Est et l'Ouest. Ainsi tout se passait alors que sur ce point précis du principe de l'aide au développement des « *régions sous-développées du globe* », les pactes Atlantique et celui de Varsovie devenaient comme un même pacte et que le clivage développés /sous-développés transcendait celui de capitalisme et communisme, offrant aux deux camps antagoniques une plateforme idéologique de vision partagée en matière de relations internationales. Et à cette fin, pendant que les pays de l'Est optaient pour des institutions centrales comme les ministères de coopération au développement; la plupart des pays occidentaux vont plutôt à l'instar de l'USAID, opter pour des agences spécialisées de développement: Afd, 1967 (France); Giz, 1966 (Allemagne de l'Ouest); Acdi, 1968 (Canada); Danida, 1970 (Danemark); Dfid 1967 (Royaume-Uni); Agcd, 1966 (Belgique); Aecid,

1969 (Espagne)...Dans le même temps, les Nations Unies de leur côté créent le « *Programme élargi d'assistance technique* », tandis que l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OCDE) met en place un comité des Territoires d'outre-mer. D'autres institutions multilatérales de développement voient le jour ou se positionnent sur le créneau en faisant elles aussi de l'aide au développement des *sous-développés* leur raison d'être essentielle, ainsi des institutions d'aide au développement telles la Banque Mondiale; la Banque africaine de Développement; la Banque Asiatique de Développement , l'OCDE...

Ainsi donc par la décision du président américain Harry S. Truman, naissait et démarrait cette activité depuis lors importante et singulière de la vie internationale contemporaine : le développement international. Le Discours-programme du Président Truman en posant le développement et l'aide au développement comme une nécessité à l'échelle de l'humanité toute entière, a fait en effet du développement un objet central de rapports entre les nations, et également, d'avec les nations. Et à partir de ce moment, activité de relation internationale contemporaine s'il en est, le développement international va finir par occuper l'épicentre des relations politiques et économiques d'après-guerre et s'imposer comme le lieu institutionnel par excellence de rapports et de relations d'avec et entre États et collectivités de ce monde.

II – Le Développement en Débat ou Les Pensées Critiques du Développement

Dès son apparition au début des années 50, la littérature savante s'est intéressée de près à la question du « développement » et de celle de l'aide au développement des PED qui lui est intimement liée. Les centres d'intérêt sont variés et touchent aux multiples facettes de la notion et des questions qui y sont reliées, allant des préoccupations purement théoriques portant par exemple sur la genèse du développement ou sur l'histoire de la pensée économique du développement et les différentes herméneutiques du sous-développement ou même des rapports entre croissance économique et sous-développement, aux activités pratiques de développement à travers notamment l'action des institutions internationales du développement. Au sein de la pensée, ces différents aspects étant souvent appréhendés et considérés simultanément ou concomitamment, la critique du développement de ce fait se confond souvent avec celle du développement international, notamment à travers l'activité des institutions de développement telle que la Banque mondiale.

Mais si la problématique du développement intéresse et passionne, le concept- apparaissant comme historiquement et sémantiquement chargé, est cependant diversement perçu et interprété; de ce fait, la question demeure toujours le lieu de nombreuses controverses. Pour schématiser nous dirons qu'il existe trois principaux courants de pensée critique du développement: le courant libéral, le courant marxiste, et celui du mouvement de la décroissance (Guy Bajoit-2005, en distingue cinq). Et entre ces trois courants qui s'illustrent

chacun comme une critique originale de développement le point de démarcation et de rupture épistémologiques se situe à notre sens dans leur attitude de principe face à la notion même de développement; c'est-à-dire, dans leur acceptation ou non de l'idée, du principe même de développement. Nous l'avons déjà noté : sur ce point marxistes et libéraux parlent d'une même voix: le courant libéral du développement, héritier de la pensée classique d'abord, et néoclassique ensuite, et plus particulièrement dira-t-on, de la théorie de la modernisation, s'accorde naturellement avec le principe ou l'idée de développement, dont elle était jusqu'à naguère le principal promoteur et héraut sur la scène de la pensée universelle; et s'il lui arrive de remettre en cause ou en question cette notion ou des aspects qui s'y rattachent, c'est bien toujours dans un contexte précis et par rapport à des situations particulières. Le marxisme également défend l'idée et la nécessité du développement; ce concept est d'ailleurs un précepte-clé au cœur d'une notion centrale de la pensée marxienne : la dialectique; celle-ci étant définie comme : « *la science des lois les plus générales qui régissent le développement de la réalité globale, c'est-à-dire la nature, la société et la pensée humaine* » (Adam Schaff; 1961, p5). Aussi, lorsqu'il leur arrive de le remettre en question, ce n'est donc pas au développement « en soi » que s'en prennent les critiques marxistes, mais à ce qu'ils appellent le « *mal-développement* », c'est-à-dire à la version néolibérale dominante actuelle du développement, qu'ils condamnent en demandant de la « repenser ». A l'opposé de ces deux courants en principe antagoniques mais en accord sur cette question précise du développement, et sur l'autre face de la

médaille, se trouve le mouvement de la « décroissance » ou de « l'anti-post-développement » ou de « l'après-développement ». Ce mouvement de pensée critique de développement, extrémiste et de posture « nihiliste » à contre-courant du marxisme et du libéralisme, s'en prend en effet directement et frontalement à l'idée même du développement : on connaît la célèbre boutade de Serge Latouche : « *jeter le bébé plutôt que l'eau du bain* ». Ici toute idée de développement ou toute référence à celui-ci sont considérées d'avance suspectes et doivent être rejetées; et il ne s'agirait donc plus comme le proposent libéraux et marxistes, d'en « *corriger* » certains aspects ou de « *repenser* » le développement, mais de purement et simplement « *refuser* », « *rejeter* » celui-ci. Ainsi dira t-on, là où la critique libérale demande un développement « alterné » (au sens de « adaptatif ou adapté ») et les marxistes, un développement alternatif; à l'opposé, le mouvement de la décroissance en appelle lui à une alternative au développement lui-même.

2 – 1- Le Développement, Un Concept Qui Divise

Notre perspective d'approche fait apparaître sur le fond de la question deux principaux courants de pensée critique du développement : celui de ses défenseurs, que nous appellerons les « pro-développement » ou « développementistes », et celui de ses négateurs ou « anti-développementistes ». Dans le premier camp sont les courants libéral et marxiste du développement. Apparus à la même époque, soit dans l'immédiate

après 2^e Guerre Mondiale, outre la défense du principe du développement et un certain nombre de présupposés théoriques qui y sont directement reliés, tels par exemple une foi en la rationalité économique, ces deux courants de pensée fondamentalement, partagent ensemble une certaine croyance téléologique de la progression des sociétés humaines vers un but fixé d'avance. Ce but pour la pensée libérale est la réalisation ou l'avènement de la société de consommation de masse dont la société américaine fordiste serait à la fois l'incarnation et le modèle (Truman, 1949; W.W. Rostow, 1963); tandis que pour les marxistes, l'ultime étape du développement coïnciderait avec la fin de l'histoire et l'avènement de la société communiste de masse sans classes (Marx, 1868). On le voit, si en effet le but ultime et la finalité qui lui sont assignés divergent de part et d'autre, chez les libéraux comme chez les marxistes est cependant réaffirmée l'idée que le développement est une nécessité inscrite dans la réalité constitutive et sociétale de l'humanité; et par ailleurs également, l'idée que cette nécessité se donne sous la forme d'un processus et d'un mode évolutifs ponctués et scandés par des « phases » ou des « étapes ». Le développement de la pensée libérale serait un passage orchestré de la *société traditionnelle* vers la *société moderne* (devenue avec les néolibéraux la « *société de l'information* ») et ce à travers un certain nombre fini et défini d'étapes connu en Économie sous le nom des « *Étapes du développement de Rostow* » (W.W. Rostow, 1963); celui des marxistes, un inéluctable cheminement historique qui ferait passer l'humanité de la « *société primitive* » à la « *société communiste sans classes* » en passant par les étapes

intermédiaires de « *société esclavagiste* », « *société féodale* » et « *société bourgeoise capitaliste* ». Ainsi et aussi, il semble tout à fait fondé de parler de « bloc » sur la question du principe ou de la nécessité du développement à propos de ces deux courants de science du développement. Ce qui divise marxistes et libéraux sur la question du développement porterait plutôt sur : le sens et l'orientation à donner à celui-ci; l'identification et la détermination des principaux obstacles au développement; la définition du principe moteur du changement; ou l'identité des acteurs premiers de ce changement...

Voyons à présent comment cette position de principe favorable au développement se traduit dans la critique du développement que propose chacun marxistes et libéraux.

2 – 1 – 1- La Critique Du Développement Chez Les Pro Développement

« Critique » au singulier ne doit pas cependant laisser à penser que chaque courant de ces pensées du développement est un bloc monolithique, qui parle d'une seule voix. Loin s'en faut : aussi bien la critique libérale du développement que la critique marxiste, chacune regroupe en son sein plusieurs écoles, tendances et courants, avec des postures théoriques nuancées voire même divergentes. Des penseurs comme Joseph Stiglitz (prix Nobel 2001), James Tobin (prix Nobel, 1981), Robert Solow (prix Nobel, 1987), Paul Krugman ou Daniel Kahneman (prix Nobel 2002), sont des économistes qui tout en se réclamant « *du même schéma de base* » libéral et étant critiques

de développement et de l'action des IFI en général, « *n'en proposent pas moins des moyens d'actions nettement différents, voire opposés !* ». Ce qui cependant à nos yeux les rassemble et nous permet malgré tout ici de les mettre sous la même bannière, c'est cette posture intellectuelle « loyaliste » à l'endroit du principe de développement et qui fait que tout en demeurant très critiques à l'égard de celui-ci, aucun de ces penseurs ne songerait cependant à remettre en cause ses bases ou ses fondements philosophiques mêmes, leur divergence touchant à des aspects particuliers du développement ou concernant les moyens à mettre en œuvre pour réaliser le développement. Ainsi par exemple lorsqu'elle s'en prend à l'action des IFI telle que la Banque Mondiale, la pensée libérale du développement n'ira jamais en effet jusqu'à renier le bien-fondé de l'existence même de la Banque mondiale, ou remettre en cause le principe de sa mission de développement dans les PED. Examen et investigation « *maison* » au sens idéologique du terme, la critique libérale de l'action de la Banque mondiale se révélera dans l'ensemble une critique essentiellement évaluative ou de mesure d'impact. Évaluative, elle va s'intéresser à l'efficacité des projets de développement que l'institution dédie aux PED et dont en général elle va chercher à apprécier l'atteinte ou non des résultats escomptés; et de mesure d'impact, lorsqu'elle interroge l'efficienne de la démarche de développement de la Banque mondiale, pour savoir si les plans et programmes par elle mis de l'avant dans ces pays sont ceux les mieux à même de produire les résultats de développement visés ou escomptés.

Le marxisme a lui aussi donné naissance à plusieurs écoles et courants de pensée critique du développement. Les plus connus et les plus diffusés restent cependant la *Théorie des industries industrialisantes* de F. Perroux et de Bernis, et *La Théorie de la dépendance* (Samir Amin, Raúl Prebisch, Hans Singer, Immanuel Wallerstein, André Gunder Frank...). Pour l'École de la Dépendance, le développement est essentiellement une question politique. Les nations occidentales ou « *Centre* » et les PED ou « *Périphérie* », se partageant les deux pôles opposés de l'économie mondiale; le sous-développement ou gap de développement des seconds résulterait du pillage systématique de l'impérialisme du premier dont ils sont victimes. Cette exploitation qui s'opère à travers des mécanismes tels que : l'échange inégal, le frein au transfert de technologie, les mécanismes de dépendance structurelle liée à l'aide... est également le fruit de l'Alliance et de la complicité des bourgeoisies compradores des pays du Sud avec les intérêts du capitalisme mondial du Nord. Partant, le développement des PED n'est possible qu'à la stricte condition pour ceux-ci de la modification de relations économiques et des rapports institués de dépendance politique et culturelle avec les pays industrialisés. De nos jours la plupart des théoriciens marxistes critiques du développement se recrutent au sein des organisations se revendiquant de l'altermondialisme. Ces dernières dont la cible n'est plus le libéralisme, mais les dogmes néolibéraux et leurs avatars (les institutions qui les incarnent, principalement les IFI), dénoncent pêle-mêle : la logique productiviste et la menace sur l'environnement; les politiques d'ajustement structurel; la « *spirale*

infernale » de l'endettement des PED; la domination de la finance mondiale globalisée et la course au profit... La revue « *Actuel Marx* » propose des publications scientifiques périodiques qui recourent ces différentes thématiques. Le CDATM - *Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde*, qui est un collectif d'organismes et d'intellectuels indépendants, fait comme son nom l'indique, de la suppression de la dette des PED un enjeu central pour un meilleur développement dans ces pays. La dette produite par la logique néolibérale du développement est perçue comme un mécanisme d'embrigadement et un goulet aux pieds des PED, ce qui rendrait illusoire tout développement pour ces pays; partant, le véritable développement des PED passerait donc par l'annulation pure et simple de leur dette. Dans la même foulée, l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC)- une consœur de la CADTM, et qui dispose comme elle d'une *expertise scientifique* avérée (Jean-Marie Harribey, Alain Caillé, Christian Laval, Éric Toussaint, Jean Chesnais, Christian Chavagneux...), a pour sa part choisi comme angle d'attaque du développementisme néolibéral, la question de la réglementation et de limitation de la globalisation financière débridée qui accompagne et nourrit celui-ci. Mais s'ils demeurent très critiques à l'égard de la conception et de la pratique ambiantes du développement au Centre, à l'instar de leurs confrères libéraux, les penseurs marxistes également n'iront jamais cependant jusqu'à récuser l'idée d'un nécessaire développement pour la « Périphérie » ou d'une aide à développer celle-ci selon ces schéma et logique préétablis qui sont les leurs. Bien au contraire, tous en chœur ils réaffirmeront

cette « nécessité »; leur combat visant simplement un *meilleur développement*, c'est-à-dire : « *l'amélioration des conditions matérielles et culturelles d'existence des masses* » dans le but de les aider à entrer dans « l'Histoire » et commencer à ressembler au reste du monde industrialisé et développé.

2 – 1 – 2- Le Mouvement Anti Développement

Jean-Marie Harribey (2004) situe les origines du mouvement de l'anti-développement ou de « l'Après-développement » dans les travaux de N. Georgescu-Roegen (1971, 1979), Jacques Ellul (1954) et Ivan Illich (1973). C'est à partir de ces auteurs que des penseurs comme F. Partant (1982, 1988), S. Latouche (1986, 1989, 1991, 1994, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005), G. Rist (2001, 2003), E. Morin (2002)... en seraient arrivés à concevoir et à prôner la « décroissance » ou le refus du « développement ».

Identifiant celui-ci dans ses origines et acceptations libérales et marxistes exclusivement à la croissance économique, ces auteurs rejettent en effet toute idée de développement, qu'ils considèrent comme un « *mot fétiche* » (Rist, 2003); ou de « *développement durable* » ou « *soutenable* », qui ne serait à leurs yeux qu'un « *oxymoron* » (Latouche, 2002). Et par ailleurs, considérant cette relation structurelle entre le Nord et le Sud que noue et cimente le « développement » notamment dans la logique et les armatures du développement international, le mouvement de la décroissance milite pour et réclame « *un dialogue qui devait autoriser l'échange* » (Rist, 2003). Et plus

généralement, contre l'hégémonie culturelle universaliste de ce qu'il appelle « *la pensée unique* » du Nord, le mouvement en appelle à un « *pluriversalisme* », qu'il définit comme « *une démocratie des cultures* » (Latouche, 2005). « *On partira du principe, écrit Latouche, qu'il n'y a pas de valeurs qui soient transcendantes à la pluralité des cultures pour la simple raison qu'une valeur n'existe comme telle que dans un contexte culturel donné* » (2001,p35). Leurs mots d'ordre favoris sont : « *en finir une fois pour toutes avec le développement* »; « *la décroissance sauvera le Sud* »; ou « *il faut sortir de l'économie* »...

De nos jours, Ivan Illich, Gilbert Rist, Wolfgang Sachs et Serge Latouche sont considérés comme les figures de prou de ce mouvement.

2 – 1- 2 – 1 Le Refus Du Développement

Nous l'avons vu : le développement est indéniablement une notion centrale des relations politiques et économiques internationales contemporaines, mais qu'est-il ? L'on commence à se demander ici en effet : qu'est-ce que le développement ?

Et à en croire Uwe Pörsken, la réponse à la question serait plutôt décevante : ne lui cherchez pas longtemps un sens univoque et précis, prévient-il, c'est « *un mot plastique* ». Un terme dont selon lui, le principal trait distinctif « *est d'avoir appartenu d'abord à la langue courante, où il possède un sens clair et précis (le développement d'une équation), d'avoir ensuite été utilisé par la*

langue savante (le développement des espèces selon Darwin), et d'être aujourd'hui repris par la langue des technocrates dans un sens si extensif qu'il ne signifie plus rien, sinon ce que veut lui faire dire le locuteur individuel qui l'emploie ». (Plastikwörker, 1989, cité par Sachs (2006))

Dans les sciences de la vie par exemple, on sait en effet avec exactitude ce à quoi réfère le concept; ici le développement désigne un processus décelable et prévisible, celui de « *l'évolution d'un être vivant vers sa forme appropriée d'existence* » (Pierre Lehmann, 2001) et qui correspond « *à la réalisation de potentialités biologiques innées* » (De Cosas, 2005). Dans le champ des sciences sociales en revanche, les contours du concept sont si extensibles qu'ils deviennent simplement insaisissables : « *le terme de développement en est venu à signifier une évolution sans fin vers une forme en principe toujours plus perfectionnée, et c'est cette acception-là que l'on applique à l'évolution de la société, mais sans dire vers quel but on veut tendre* » (Lehmann; 2001).

Ainsi lorsque vient le moment de dire exactement ce qu'est le développement, cette expression si galvaudée, vulgarisée et banalisée, si familière aussi bien de la science que de la politique voire de la vie sociale en général, l'exercice apparaît beaucoup moins simple qu'il se laisse penser : le concept de développement est en effet forcément empreint d'abstraction et d'ambiguïté.

2 – 1 – 2 – 2 « Durable » Développement Plutôt

Le « développement » serait ainsi une notion ambiguë. Et cette ambiguïté n'est pas allée sans conséquence notamment dans le champ de la pensée du développement où elle apparaît sous la forme d'un gros paradoxe. L'un des écueils en effet et pas des moindres, dont la réflexion sur le développement en sciences humaines a été longtemps confrontée et qui relève de cette non détermination du concept, se donne sous la forme de cette contradiction de taille qui peut se résumer ainsi: comment concilier « *cette évolution sans fin* » dont parle Lehmann et que présuppose en effet l'idée de développement avec le caractère fini de ce monde ? Comment réaliser une entreprise sans limites dans un monde qui n'est que limites ? Et c'est semble t-il pour surmonter cet écueil que les idéologues libéraux du développement ces dernières années ont fini par faire une trouvaille : « *le développement durable* ». Concept nouveau et présenté par ses inventeurs et partisans comme un développement « *global* » ou un développement « *total* », le développement durable serait censé relier et réconcilier ces deux extrémités antithétiques que traîne avec lui le concept de développement tout court et résorber ainsi une contradiction engendrée par une acceptation par trop étroite de la notion dans le champ du social.

Le mouvement de la décroissance cependant (que rejoint la critique marxiste sur ce point particulier) demeure sceptique et continue de croire que la nouvelle trouvaille ne lève aucune équivoque; que le « *développement durable* » n'apporte aucun éclairage nouveau qui permettrait de cerner avec précision les contours de la notion de « développement ». Pour certains de ses adeptes en

effet, le « *durable* » accolé au mot loin d'aider à l'explicitier, le rendrait même encore plus problématique : « *la notion de durabilité du développement comporte le risque de se placer soit devant un pléonasme (plus de mots qu'il n'est nécessaire pour renforcer une idée), soit devant une contradiction dans les termes. Le développement durable est un pléonasme si le développement se définit par des changements qualitatifs synonymes d'amélioration du bien-être. D'ailleurs, certains théoriciens aboutissent à considérer qu'un véritable développement ne peut être que durable. En sens inverse, le développement durable est une contradiction dans les termes s'il est synonyme d'infinitude dans un monde fini* » (Jean-Marie Harribey, 2004). Ainsi selon le courant anti-développementiste, substantifier le terme, c'est-à-dire l'affubler d'un qualificatif, ne serait en réalité qu'un subterfuge comme l'écrit Serge Latouche : « *une autre manière de sauver les apparences consiste à accoler au « développement » un ou plusieurs adjectifs : humain, équitable, durable, social... censés le rendre plus respectable* » (2003, p51). C'est pourquoi pense cet auteur, le « *développement durable* », loin de constituer une révolution théorique ou épistémologique dans la logique développementiste, ne serait en fait qu'un pur effet de style, un « *oxymoron (...) un bricolage conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses. Le "durable" est alors ce qui permet au concept de survivre* ». (2002).

Ainsi semble dire la critique de la décroissance, « *durable* » ou non, c'est bien toujours de « *développement* » qu'il s'agit, c'est-à-dire, « *d'un concept qui ne semble pas avoir de but explicite* ».

III - Le Développement en Questions

Plus généralement dans la littérature spécialisée, le refus du développement se fonde sur le rejet de celui-ci et de l'idéologie développementiste au travers la remise en cause ou la réfutation d'un certain nombre idées maîtresses autour desquelles s'organisent intellectuellement et dans les faits la conception et la défense de la notion de développement et du développement international. De ces idées maîtresses, nous retenons et présentons ici 4 principales, accompagnées des critiques dont elles font l'objet. Il s'agit de ces postulats de base ou axes de sens sur lesquels les tenants du développement - la pensée développementiste, font se reposer la notion dans sa forme purement cognitive et théorique tout autant que dans sa version pratique de développement international, que nous questionnerons l'un après l'autre, à partir et dans le sillage de la critique anti-développementiste:

Postulat 1 : *Le développement est un projet dont la réalisation est matériellement et techniquement possible et censée.*

Dans le marxisme d'une part et le libéralisme de l'autre, le développement est posé, on l'a vu, comme un cheminement naturel et normal de la progression des sociétés humaines vers un destin désormais « *scientifiquement* » connu et connaissable grâce aux théories proposées. Et dans ces pensées, c'est une

toujours plus grande production économique elle-même épaulée par la science et la technologie, qui est présentée comme à la fois gage et insigne de développement. Chez les libéraux la société américaine de consommation de masse et fordiste est présentée en modèle; tandis que la référence pour les marxistes reste la société soviétique stakhanoviste et surindustrialisée. Cette idée donc, d'une nécessaire toujours plus grande croissance économique et technique dans les États et les Collectivités pour un meilleur développement, est unanimement acceptée par le libéralisme comme par le marxisme, les deux idéologies dominantes mais antagoniques du développement. À cet égard, l'Occident qui semble s'être irrémédiablement engagé dans cette voie fournit une illustration que Patric Kruissel commente ainsi: « *Depuis 1946, nous [occidentaux] avons connu un taux annuel de croissance moyen de 4,5 %, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'humanité.(...) Si ce taux était maintenu, notre consommation serait multipliée par 19 durant un siècle, multipliée par 370 durant 2 siècles et multipliée par 7100 durant 3 siècles* » (2004). Présenté et accepté ainsi comme forcément et nécessairement synonyme de croissance, consommation, accumulation, progrès...le développement apparaît comme une entreprise qu'aucune limite ne saurait contenir ou circonscrire.

Et c'est là que s'insurge la critique antidéveloppementiste, qui interroge la capacité matérielle et technique des ressources actuellement et effectivement disponibles à autoriser la poursuite d'une telle spirale impérative de croissance à l'infini. En d'autres termes : les ressources actuellement et effectivement

disponibles sur terre seraient-elles à ce point inépuisables pour permettre la poursuite du développement, une entreprise dont on voit jamais la fin ? On le voit : la question trouve en quelque sorte sa réponse en elle-même et c'est pourquoi, le courant antidéveloppementiste estime que ce postulat développementiste d'une poursuite à l'infini de la croissance économique, est dénué de fondement rationnel. Pour ce mouvement qui transpose dans le champ de l'économie et du social la fameuse loi thermodynamique de l'entropie de Nicholas Georgescu-Roegen (1971) selon laquelle il est impossible de concevoir une croissance infinie dans un monde fini, qu'il soit tout nu ou habillé en « *durable* », le développement est un non-sens, à *rejeter*.

Postulat 2: *Le développement est une haute valeur morale fortement désirable pour elle-même, de l'ordre du Bien ou du Vrai.*

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx définit le communisme comme « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». (1848) Ultime étape de développement, à la fois aboutissement et fin de la lutte des classes, la société communiste sans classe ne connaissant ni antagonismes ni conflits, serait ainsi le lieu par excellence de l'épanouissement de l'individu. Le travail lui-même y cessera d'être une corvée, et de manière générale le recours à toute forme de contrainte aura perdu de son utilité et de son sens. « *La société communiste n'organise pas seulement la production, elle libère aussi les hommes de l'oppression d'autres*

hommes » écrivait N.I Boukharine (www.marxists.org/français), et Léon Trotsky d'ajouter : « *La formule du communisme suppose donc l'abondance, l'égalité, l'épanouissement de la personnalité et une discipline très élevée.* » (La Révolution Trahie, 1936). De son côté Harry S. Truman dans son fameux Discours de 1949, se révélait tout aussi formel là-dessus: le développement disait-il, est « *un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté* », ou encore : « *une plus grosse production, est la clé de la prospérité et de la paix universelles* » (1949). « *Nouvel évangile* » (Rist, 2003) gage de bonheur universel, le développement serait ainsi pour les marxistes comme pour les libéraux, de l'ordre du « *Bon* » et du « *Bien* », et sa réalisation, au delà de toute ambition partisane du moment, s'identifierait au contraire à une haute valeur morale universelle supérieure. C'est ce que relevait Jean-François Bayart, en écrivant: « *Il y a d'ailleurs quelque chose de messianique dans l'ingénuité développementaliste de la Banque mondiale. Son zèle réformateur fleure bon l'œuvre civilisatrice des missions protestantes anglo-saxonnes du XIX^{èm} siècle, dont on oublie combien elles ont été impliquées dans les tâches de ce que nous nommerions aujourd'hui le développement* », (Cité par B. Hibou, 2006)

Et c'est fort de telles considérations que notre critique interroge cette vertu unanimement associée au développement par ses défenseurs, et se demande si celui-ci est aussi « bon » au sens moral et éthique, que ne veuillent le faire croire ceux-ci. Si par exemple dans les pays où il a été réalisé, il est tout aussi

unanimement accepté et reconnu comme une valeur indiscutable, hors donc de toute réserve et de toute réprobation ?

Postulat 3 : *Le sous-développement est un gap de développement; et celui-ci, une course à la croissance économique dans laquelle les plus avancés aident les retardataires à les rattraper.*

Chez tous les théoriciens du développementisme, l'état de sous-développement des PED est considéré comme un manque, un gap, un retard de développement; et l'engagement de ces pays dans le développement, comme un élan dans le dessein de rattraper ce retard. Pour le président de la Banque mondiale, James D. Wolfensohn par exemple, il ne fait en effet aucun doute que les concours financiers et techniques que son institution apporte aux pays en développement sont destinés avant tout dans ces pays à : « *ouvrir la voie à un rattrapage rapide du retard, à une forte croissance économique et à une nette amélioration des conditions de vie* » (RDM 98-99; p2). Dans une autre tribune, il explique : " *Il est clair pour nous tous que l'appropriation des efforts de développement est essentiel. Les pays doivent être au volant et engager la course.*" (cité par Tripp-Melby,2006).

Ainsi non seulement le développement serait-il une course, mais également, un schéma qui « *suppose que les coureurs en tête indiquent le chemin aux retardataires* ». (Sachs, 2002). En fait de course, précise Sachs, il conviendrait plutôt de parler d'une « *compétition entre pays développés et PED dans un*

monde considéré comme une arène économique » (2002). C'est en effet ainsi que la chose apparaît entre PED et pays développés sur la scène internationale et dans les relations de développement : celui-ci se donne plutôt sous le mode et la forme d'une compétition à la croissance économique entre ces pays. Une compétition au demeurant fort célébrée et organisée, documentée et consignée formellement, avec ses tribunes et ses arbitres....une compétition en effet pour laquelle des institutions internationales de développement, telles le PNUD et la Banque Mondiale produisent régulièrement des rapports qui font état des résultats et des scores de développement réalisés par les pays. Ces palmarès annuels classent et répertorient en fonction leur PIB par habitant- qui reste le principal indice de développement, tous les pays de la terre, développés comme en développement. C'est donc bel et bien de compétition qu'il s'agit; et sur le plan des relations internationales, le schéma général du développement international et de l'aide au développement se donne à lire ainsi: engageant tous les pays du monde, le développement apparaît comme une course-compétition ininterrompue et ininterrompable; une compétition de course qui comme toute compétition de course possédant ses gagnants et ses perdants; ses « peletons de tête » et ses « trainards » qu'on appelle pays développés dans un cas et pays sous-développés dans l'autre; mais c'est également et surtout, une compétition qui a cette insigne particularité d'être une course dans laquelle et au cours de laquelle les premiers sont tenus d'aider les seconds à les rattraper. C'est en effet cela toute la logique de l'aide au développement

posé comme rattrapage lequel sans l'aide n'aurait été concevable; sans cette idée de rattrapage, c'est toute la logique du développement international qui s'effondre.

Or pour la critique c'est là qu'apparaît le hic : comment en pleine performance d'une compétition dans laquelle ils sont eux-mêmes pleinement engagés sur le moment même et dont ils occupent le devant de la scène, les « coureurs de tête » peuvent-ils aider le peloton de queue à les rattraper ? En effet, à supposer même que le désir d'aider à rattraper soit réel et sincère, la chose demeure difficilement concevable techniquement: lancés dans cette compétition sans fin « coureurs de tête » et « traînards » ne se côtoient jamais ne se rencontreront jamais; or l'aide n'est concevable et possible que si l'aidant peut accéder à l'aidé; le coup de main à l'autre n'est possible que si l'on chemine côte à côte, c'est-à-dire que si pays développés et pays sous-développés sont au même niveau, sur un même palier, un même piédestal ... Mais ce désir est-il censé et possible ? Une compétition en effet suppose nécessairement des perdants et des gagnants; une joute dans laquelle tout le monde est premier ou est dernier, perd de son sens et cesse d'être une compétition : sans l'existence de « *sous-développés* » en effet, le fait d'être « *développés* » perdrait de son sens et vice versa. C'est pourquoi depuis qu'il a fait son apparition à la fin des années 40, le développement est conçu, posé et pratiqué comme *nécessairement* une compétition, c'est-à-dire qu'il est impossible à concevoir ou à définir que par un geste ou un rapport de négation; que rapport à ce qui n'est pas lui, son antithèse, sa face négative frontale : le

sous-développement. C'est en réalité le sous-développement qui donne sens au développement, sans lui être « développés » serait du non-sens. Aussi aider à enrayer l'état de sous-développement des PED reviendrait pour les pays développés à se faire *hara kiri*, à cesser d'exister en tant que tels. C'est pourquoi un tel désir ne peut par nature être réel ou réalisable. Aussi le développement, tel qu'il se donne à lire dans la question du sous-développement et les armatures du développement international, c'est-à-dire, comme aide au rattrapage d'un retard; coup de main à combler un manque, une lacune... est une idée elle aussi difficilement recevable. Sauf peut-être à appeler « rattrapage » le fait simple pour les PED de part prendre indéfiniment à cette course de « développement-compétition ». En ce cas alors, l'aide au développement apparaîtrait comme à la fois l'appât et l'alibi; le leurre et l'illusion pour faire marcher ou plutôt courir les autres en vain.

Postula 4 : *Le développement est un schéma et un cheminement universels semblables et identiques pour tous. Toutes les sociétés humaines y sont condamnées; et cliché unique, il apparaîtra et s'imposera partout et à tous pareillement et sous les mêmes formes.*

Dans le cheminement général au développement, ses principaux défenseurs marxistes et libéraux n'envisagent en effet chacun qu'un seul itinéraire possible, inéluctable et nécessaire : « *les Étapes de la croissance* » de W.W. Rostow pour les uns et les autres, les « *étapes historiques* » résultant des

luttres de classes, de Karl Marx. Ainsi, universel et universalisable par nature et par définition, le développement sera toujours et partout réalisé; et reproductible à l'identique, partout il sera pareil et semblable. C'est d'ailleurs même cette conviction que le développement ne saurait d'une part ne pas advenir dans les pays sous-développés et ne saurait d'autre part présenter dans ces pays un visage différent de celui qu'il possède déjà dans les pays du Nord, qui amène ceux-ci à se poser en incontournables modèles pour ceux-là.

À cet égard, la critique fait d'abord remarquer que ce qui caractérise les sociétés humaines quelles qu'elles soient, du Nord comme du Sud, c'est d'abord leur diversité mais en même temps leur irréductible singularité. Et ensuite que le développement, tout autant que les systèmes de pensée organisée qui l'ont fait naître ou mis au centre de leurs préoccupations, tels que le libéralisme et le marxisme ou même la science en général, sont avant tout des idéologies. C'est-à-dire des ensembles de représentations et de valeurs enracinées dans une histoire donnée; propres à une société, une culture, bref un espace-temps particuliers. Ainsi de M. Cowen et R. Shenton par exemple, qui rappellent que: « *le développement est une pratique étatique enracinée dans le 19ème siècle* », et qui est également une notion « *totale-ment euro-centriste* » et qui n'a de sens que « *dans une Europe dominée par l'économie, toujours en quête de productivité, mais également construite idéologiquement sur des principes évolutionnistes de progrès et de connaissance scientifique* » (1995, p.29). Ou de Feyerabend qui fait remarquer

que la science elle-même «*n'est qu'une des nombreuses formes de pensées qui ont été développées par l'homme*» (1979, p.332) ; ou encore de Zimmerman qui nous apprend que : «*la science est inévitablement politique* ». (1971, p. 54). Dès lors la question se pose de savoir comment est-il possible comme le soutient l'idéologie développementiste, d'exporter et de transposer en l'état le développement qui est le produit d'un espace-temps particulier, dans d'autres espaces-temps, d'autres sociétés, d'autres histoires, bref, d'autres cultures singulières ?

Tant et aussi longtemps que ces sociétés du Sud, distinctes et particulières, conserveront leur singularité qui est en même temps la marque de leur identité, le développement tel qu'il est apparu et réalisé ailleurs leur sera difficilement applicable en l'état. Aussi s'obstiner à pousser dans une telle voie apparaît comme une entreprise vaine et difficilement acceptable comme censée.

Conclusion

Trois points se dégagent de ce tour d'horizon sur l'invention du président Truman : le sous-développement et son pendant naturel l'aide au développement et le développement international :

1. Depuis son apparition au début des années 50 il s'agit d'un sujet qui dans l'univers politique et économique contemporain, a fini par prendre

- beaucoup de place, presque toute la place, apparaissant comme l'objet et le sujet par excellence des relations économiques et politiques internationales contemporaines, et qui d'autre part aujourd'hui, se trouve être largement comptabilisé dans l'histoire et le vécu quotidiens des États et comme des Collectivités de ce monde;
2. Au plan de la pensée, il est considéré comme si fondamental, nécessaire et inéluctable à tous qu'il réussit même à faire s'accorder marxisme et libéralisme qui demeurent les deux courants de pensée les plus marquants de notre postmodernité mais qui sont en même temps des courants de pensée opposés et antagoniques;
 3. Or malgré cette importance prise dans la vie des collectivités et des États, un examen rapproché de la chose révèle que le développement et son pendant, le développement international, ne sont pas quelque chose de transparent et de fluide, qui iraient sans équivocités et contradictions. Bien au contraire, un regard vigilant et exercé y découvrirait là quelque chose d'imminemment idéologique, partial, politique et instrumentalisé, dont le caractère rationnel demeure très questionnable.

Références

I - Bibliographie

« Défaire le développement, Refaire le monde », Ouvrage Collectif, L'Aventurine, Paris, 2003. Suite du Colloque international: «Défaire le développement. Refaire le monde», Du 28 février au 3 mars 2002, à Paris, organisé par La ligne d'horizon, Le Monde diplomatique, avec le soutien de l'Unesco,

DE MAISONNEUVE, Éric, (2005). « *L'information, clé ou verrou de la stratégie ?* » in. Revue « AGIR » numéro 20/21, Janvier 2005.

LATOUCHE, Serge. (1986). « Faut-il refuser le développement? Essai sur l'anti-économique du Tiers-monde », Paris, PUF.

FRANK, André-Gunter. (1970). « Le développement du sous-développement : l'Amérique latine » Paris, Maspéro.

GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas. (1979) « *La Décroissance* », Seuil, Paris

GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas. (1995). « *La décroissance. Entropie, écologie, économie.* Paris, Sang de la terre.

HARRIBEY, Jean-Marie, (coord.) (2004) « *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société économe et solidaire* », Mille et Une Nuits, Paris.

HIBOU, Béatrice. (2001). « La Banque Mondiale : la permanence plutôt que le changement », Cahiers Français 302, Mai-juin 2001.

HIBOU, Béatrice. (1999). « La privatisation des États », Paris, Karthala.

KRUISSEL, Patrick, (2004) « *Imaginer une autre société* »
www.acversailles.fr/PEDAGOGI/SES/vieses

LATOUCHE, Serge. (1989). « *L'Occidentalisation du monde* » Paris, La Découverte.

LATOUCHE' Serge. (1994). « *Le Rationnel et le raisonnable* » In *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 4, 2^e semestre 1994, p. 134-158.

LATOUCHE, Serge. (1998). « *Les Dangers du marché planétaire* » Paris, Presses de Sciences Po.

LATOUCHE, Serge. (2001). « *La Déraison de la raison économique* » Paris, Albin Michel.

LATOUCHE, Serge. (2003). « *Décoloniser l'imaginaire* », Lyon, Parangon.

LATOUCHE, Serge. (2004). « *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative* » Paris, Mille et une nuits.

LATOUCHE, Serge. (2005). « *L'invention de l'économie*, » Paris, Albin Michel,

LATOUCHE, Serge. (2006). « *Le pari de la décroissance* » Paris, Fayard.

LATOUCHE, Serge, FOUAD, , Nohra, HASSAN, Zaoual . (1999) « *Critique de la raison économique* ». Paris, L'Harmattan.

LATOUCHE, Serge.(2005) *L'occidentalisation du monde à l'heure de la « Globalisation* . Ed. La découverte Poche, Paris.

LATOUCHE, Serge. (2003). « Décoloniser l'imaginaire. La pensée créative contre l'économie de l'absurde », Paris, Parangon.

LEHMANN, Pierre, « *Le mythe du développement durable* » 2001, <http://www.ader.ch/energieaufutur/pourquoi/mythe.php#note3>

MISSE MISSE, (2005). « *La notion de développement* » Séminaire GRESEC UNESCO, Université Standhal Grenoble

PARTANT, François. (1997). « *La fin du développement* », éditions Babel, Paris.

PERROUX, François. (1955). « *Trois outils pour l'analyse du sous-développement* », Paris, Seuil.

PÖRSKEN, Uwe.(1989). « *Plastikwörter* », éditions Klett-Cotta.

RIST, Gilbert. (2003). « *Les enjeux critiques de l'après-développement* », Genève, Éditions d'en bas.

RIST, Gilbert. (1986). « *Il était une fois le développement* », Genève, Éditions d'en bas.

RIST, Gilbert, RHAMENA, Majid, GUSTAVO, Esteva. (1992). , *Le Nord perdu. Repères pour l'après-développement*. Lausanne, Éditions d'en bas.

RIST, Gilbert, PERROT, Marie-Dominique. (1994). « *La Culture, otage du développement*. » Paris, L'Harmattan

RIST, Gilbert (dir). (1993). *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Nouveaux Cahiers de l'IUED13, Genève, IUED; Paris, PUF

RIST, Gilbert. (1996). « *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale* ». Paris, La Découverte.

ROSTOW , W.W, « *Entretiens avec...* in « *Le Développement économique* »
Bibliothèque Laffont des grands thèmes, Laffont-Grammont, Paris 1975

ROSTOW, W.W. (1960). « *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste* » 1960, Édition du Seuil, Paris.

SACHS, W et ESTEVA, G. (1996). « *Des Ruines du Développement* », Les Éditions ÉcoSociété.

SACHS, Wolfgang (sous la direction de), (1992). « *The Development Dictionary.* » Londres, Zed Books.

TRIPP-MELBY Pamela,(2006) «*La Banque Mondiale: Partenaire et producteur d'information pour le développement* », The World Bank Group Washington, D.C. USAE

II - Revues et Brochures

-**Actuel Marx** : <http://www.cairn.info/revue-actuel-marx.htm>

-**L'Arc** Éditions Duponchelle

-**Nouveaux cahiers de l'IUED (les)** - collection Enjeux
<<http://www.unige.ch/iued/>>

-**La revue du MAUSS** – semestrielle <<http://www.revuedumauss.com.fr/>>

-**Entropia** <Sur le site des éditions Parangon>

-**Réfractions** <<http://refractions.plusloin.org/>>

-**L'écologiste** <<http://www.ecologiste.org/>>

-**Silence** <<http://www.revuesilence.net/>>

- Primevère**<<http://primevere.salon.free.fr/>>
- ROCADE pour l'après-développement** <<http://www.apres-developpement.org/>>
- Manifeste du réseau pour l'Après-développement**, Collectif, Gaillac, 2003
- La ligne d'horizon** <<http://www.lalignedhorizon.org/>>
- Jibrile** <http://www.revuejibrile.com/>

III- Adresses Internet

- www.un.org*** : Portail d'accès à l'ensemble des ressources des Nations Unies.
- www.unsystem.org*** : Index alphabétique des sites internet de toutes les organisations appartenant au système des Nations-Unies.
- www.reliefweb.org*** : l'aide humanitaire.
- www.banquemondiale.org*** : Ressources de la Banque Mondiale.
- www.imf.org*** : Site du Fonds monétaire international.
- www.europa.eu.int*** : Portail d'accès à l'Union Européenne.
- www.afd.fr*** : L'adresse internet de l'Agence française du développement.
- www.coordinationsud.org*** : Site de Coordination Sud, donne accès au monde des organisations de solidarité internationale françaises.
- www.agirici.org*** : Site de l'ONG AGIR ICI, informe et mobilise sur certains risques liés à la mondialisation.
- www.attac.org*** : Site de l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, créée en 1998 et présente dans une trentaine de pays; un acteur majeur de la contestation d'une mondialisation sauvage.
- www.devinit.org*** ***realityofaid*** : Collectif d'ONG, passent au crible les politiques d'aide au développement